







Référence ANGDM : MP 2025-19

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES MONO-ATTRIBUTAIRE DE
SERVICES**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)
Commun aux lots 3, 4, 5 et 6**

**MARCHÉ D'ORGANISATION DE TRANSPORTS POUR LES
RETRAITÉS MINEURS BÉNÉFICIAIRES DES SÉJOURS DE
VACANCES DE L'ANGDM – PETITS LOTS**

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services <u>Objet</u> : Marché d'organisation de transports pour les retraités mineurs bénéficiaires des séjours de vacances de l'ANGDM
	<u>Acheteur</u> : ANGDM 1-3 AVENUE DE FLANDRE 75019 - PARIS 19EME ARRONDISSEMENT Téléphone : 03 21 79 48 48 E-mail : contact@angdm.fr L'acheteur est représenté par Monsieur BERGEOT, Directeur Général de l'ANGDM.
	CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	L'accord-cadre est divisé en 4 lots.
	La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.
	L'accord-cadre est à prix unitaires. Le marché est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2. DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
ARTICLE 3. DURÉE.....	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS.....	6
6.1. SOUS-TRAITANCE.....	6
6.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
PARTIE 3. CLAUSES FINANCIERES.....	7
ARTICLE 7. CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX.....	7
ARTICLE 8. VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 9. AVANCE.....	9
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉGLEMENT.....	9
10.1. DELAI DE PAIEMENT.....	9
10.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	10
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
ARTICLE 11. REPRESENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 12. BONS DE COMMANDE.....	11
ARTICLE 13. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	12
ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	12
ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	12
ARTICLE 16. ADMISSION.....	12
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....	13
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	13
ARTICLE 18. REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	16
ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	16
ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES.....	17
ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	18
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....	18

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l'organisation de transport de retraités mineurs participant à des séjours de vacances organisés par l'ANGDM.

Deux types de transports sont à organiser, en fonction des destinations sélectionnées par l'ANGDM :

- des transports pour les destinations de Saint-Gildas-de-Rhuys dans le Morbihan et pour Sainte-Maxime dans le Var, pour des séjours de 2 semaines.
- des transports pour des destinations de proximité vers des villages vacances adossés au dispositif à vocation sociale « Seniors en vacances » de l'ANCV (agence nationale des chèques vacances). Ce sont des séjours d'une semaine.

La description des prestations figure au CCTP.

ARTICLE 2. DECOMPOSITION EN LOTS

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot 1	Transports région Nord (secteurs Nord et Pas-de-Calais)
Lot 2	Transports région Est (secteurs Lorraine (bassin houiller et ferrifère) et Alsace (bassin potassique))
Lot 3	Transports région Centre (Secteurs Saône et Loire, Loire et Isère)
Lot 4	Transports région Sud Est (Secteurs Gard et Bouches du Rhône)
Lot 5	Transports région Sud-Ouest (Secteur Tarn)
Lot 6	Transports région Ouest (Secteur Maine et Loire)

Le présent CCAP ne concerne que les lots 3, 4, 5 et 6.

Les lots 1 et 2 font l'objet d'une autre procédure et sont passés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre conclu avec un seul titulaire.

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il sera reconductible tacitement une fois pour une nouvelle période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder deux ans, soit le 31 décembre 2027.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit notifier au titulaire via le profil d'acheteur une décision expresse de non-reconduction, au plus tard 4 mois avant la fin de la première période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Délai d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations seront définis dans chaque bon de commande.

Le délai d'exécution court à compter de la date indiquée dans le bon de commande ou à défaut à compter de la notification du bon de commande par l'acheteur.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE), dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Les éventuelles modifications (avenants) du marché postérieures à la notification, dont seuls les exemplaires détenus par l'acheteur font foi
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi, et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux lots 1 et 2, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lots 1 et 2, comprenant les dispositions communes et les stipulations propres à chaque lot, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- le mémoire technique remis par le titulaire dans le cadre de son offre, dont seul l'exemplaire détenu par l'acheteur fait foi
- Les bons de commande propres à chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) – approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (*)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Le titulaire renonce à l'application de ses conditions générales de vente. Le présent marché détient force obligatoire. Il constitue la loi des parties.

Outre les documents constituant le marché, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie, avant la notification du marché.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance se fait sous la responsabilité du titulaire. Ainsi, ce dernier reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) précisant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation ;
- Un extrait d'inscription au registre professionnel pertinent pour les sous-traitants non établis en France -
- si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France
- le cas échéant, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, tout retard ou tout manquement inhérent au sous-traitant est imputé au titulaire et fait l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il lui appartient alors de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le présent accord-cadre est applicable exclusivement au titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec l'acheteur.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 7. CARACTERE ET CONTENU DES PRIX

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des prestations.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

L'accord-cadre est conclu à prix mixte. Il comprend :

- Prix forfaitaires
 - Pour le ramassage à l'aller et la dépose au retour du 1er au dernier point de ramassage/dépose et du 1er au dernier point de ramassage à la gare de départ
 - Pour le trajet transport terrestre du dernier point de ramassage au lieu de destination (incluant les frais de péage, carburant et les repas du chauffeur et de l'accompagnateur le cas échéant)
 - Les excursions pendant le séjour (pour les courts séjours ANCV)
 - Pour les transferts gare d'arrivée/village vacances
- Prix unitaires pour les billets de train (les prix correspondent au prix d'un billet de train en seconde classe, pour une personne transportée pour un aller/retour)
- Prix unitaires pour l'acheminement et pour les prestations bénéficiaires (convocation, petit déjeuner, déjeuner restaurant, déjeuner SNCF, accompagnateur transport terrestre, accompagnateur transport ferroviaire)

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement commandées et réalisées des prix unitaires du BPU, et forfaitaires de la DPGF.

Les quantités indiquées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) n'étant utilisées que pour le jugement des offres, elles n'ont aucune valeur contractuelle et ne sauraient engager l'ANGDM. Le titulaire ne pourra

élever aucune contestation ni solliciter de l'ANGDM une quelconque compensation financière si les quantités réellement exécutées diffèrent de ces quantités prévisionnelles.

ARTICLE 8. VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro » et indiqué à l'acte d'engagement.

• **Les prix forfaitaires** sont révisables à la date anniversaire (date de notification du marché), suivant la formule suivante :

$$P = Po \times [0,15 + (0,50 \times Tn/To) + (0,35 \times Gn/Go)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxe

Po = prix initial hors taxe

Tn = dernière valeur connue de l'indice « 07.3.2 – transport routier de passagers – identifiant INSEE 001763670 » au « Mois n ». Le « mois n » retenu pour le calcul de la révision est celui du mois de la date anniversaire de l'accord-cadre

To = valeur de l'indice « 07.3.2 – transport routier de passagers – identifiant INSEE 001763670 » au « mois zéro »

Gn = moyenne arithmétique sur un an des valeurs de l'indice « gazole – identifiant INSEE 001764283 »

Go = valeur de l'indice « gazole – identifiant INSEE 001764283 » au « mois zéro »

• **Les prix unitaires relatifs aux petit-déjeuner, déjeuner en restaurant et déjeuner SNCF** sont révisables à la date anniversaire (date de notification du marché), suivant la formule suivante :

$$P = Po \times [0,15 + (0,85 \times Tn/To)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxe

Po = prix initial hors taxe

Tn = dernière valeur connue de l'indice « Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés - identifiant INSEE 001763856 » au « Mois n ». Le « mois n » retenu pour le calcul de la révision est celui du mois de la date anniversaire de l'accord-cadre

To = valeur de l'indice « Alimentation y compris restaurants, cantines, cafés - identifiant INSEE 001763856 » au « mois zéro »

• **Les prix unitaires relatifs aux accompagnateurs** sont révisables à la date anniversaire (date de notification du marché), suivant la formule suivante :

$$P = Po \times [0,15 + (0,85 \times Tn/To)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxe

Po = prix initial hors taxe

Tn = dernière valeur connue de « l'indice du coût du travail - Salaire horaire – Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) – identifiant INSEE 010762015 » au « Mois n ». Le « mois n » retenu pour le calcul de la révision est celui du mois de la date anniversaire de l'accord-cadre

To = valeur de « l'indice du coût du travail - Salaire horaire – Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) – identifiant INSEE 010762015 » au « mois zéro »

Les indices sont publiés à l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision s'applique à la hausse comme à la baisse.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration du marché et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles et par la voie d'une modification du marché (avenant).

Le prix relatif à l'envoi de la convocation (BPU) est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre, reconduction comprise.

Mode opératoire

L'opérateur économique devra transmettre sa demande par écrit un mois avant la date de reconduction du marché (date anniversaire), par envoi d'un mail à l'attention du service des marchés publics, à l'adresse suivante : marches.publics@angdm.fr , copie antonio.ferri@angdm.fr et flore.paszkievicz@angdm.fr . Il devra fournir les informations nécessaires au contrôle du calcul. Il est indiqué au titulaire du marché, que si celui-ci ne transmet pas ses nouvelles conditions tarifaires dans les délais impartis par le pouvoir adjudicateur (soit un mois avant le commencement de la nouvelle période de reconduction de l'accord-cadre), les conditions tarifaires de l'année antérieure seront maintenues de plein droit.

ARTICLE 9. AVANCE

Une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande, il est porté à 20% si l'entreprise appartient à la catégorie des microentreprises ou des petites et moyennes entreprises (option A du CCAG).

L'avance est remboursée en une fois lorsque le montant des prestations réalisées atteint 65% du montant du bon de commande.

ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT

10.1. Délai de paiement

Le règlement des prestations a lieu par virement et s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et du Code de la commande publique.

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre font l'objet d'un paiement dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et de ses pièces justificatives par l'acheteur.

Le défaut de paiement dans un délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont exemptes de toute rectification ou rature.

Le règlement s'effectuera sur présentation d'une facture correspondant aux prestations réalisées.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : ANGDM
SIRET actifs dans CHORUS: 180 092 538 00834
Code service : DSF

La date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :
 - la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.
2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :
 - la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

Le prestataire présente une demande de paiement après réalisation de la prestation de transport.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Dans le cas où la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou le présent accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement est interrompu.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11. REPRESENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 12. BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute par l'émission des bons de commande.

La liste des participants à transporter, transmise au titulaire 60 jours calendaires avant le début du séjour, fera office de bon de commande.

Le bon de commande précise les dates, le nombre prévisionnel de participants, les lieux de prise en charge et de destination.

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les prix unitaires et les quantités ;
- le montant total du bon de commande.

Des bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, si un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, son exécution pourra s'exécuter après l'expiration dudit accord-cadre pour une durée raisonnable et nécessaire à la réalisation des prestations.

ARTICLE 13. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire du présent accord-cadre, des marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire de cet accord-cadre initial.

ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 16. ADMISSION

Par dérogation aux articles 27 à 30, la constatation et certification du service fait valent admission des prestations.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Obligations générales :

Les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer immédiatement ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article. Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Après accord du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au RGPD comprenant :

- le nom et les coordonnées du pouvoir adjudicateur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est

responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 18. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné et il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont appliquées selon l'un des 2 modes suivants :

- Soit après invitation adressée au titulaire de présenter des observations, selon les modalités prévues par l'article 14.1.1 du CCAG ;
- Soit sans invitation adressée au titulaire, par simple constat de la défaillance du titulaire par l'acheteur

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établi par l'acheteur qui conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

Un état des pénalités relatif aux pénalités à appliquer est adressé au titulaire.

En cas de groupement, le mandataire fournit à l'acheteur la répartition des pénalités entre les membres du groupement dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette notification ; à défaut, les pénalités sont déduites des sommes dues au mandataire.

N°	Manquement	Montant	Invitation à présenter des observations
1	Non-transmission à l'agence des coordonnées des conducteurs et accompagnateurs et des horaires de ramassage avant chaque transport dans les délais prévus au CCTP	Pénalité de 50 euros HT par jour de retard	non
2	Non-information d'un incident et/ou d'une panne en cours de route	100 euros HT par constat	non
3	Non-information du centre de vacances en cas de retard sur le trajet	En cas de retard sur le trajet, le titulaire s'engage à prévenir le centre de vacances dans	non

		les meilleurs délais. A défaut, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 euros HT par retard non prévenu	
4	Utilisation d'un véhicule non conforme aux spécifications indiquées au CCTP (exemple : toilettes inaccessibles durant le trajet)	500 euros HT par constat	non
5	Retard dans l'envoi des convocations par rapport au délai prévu au CCTP	100 euros HT par jour de retard	non
6	Travail dissimulé	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.	oui

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Paris

Tél. : 01 44 59 44 00

Fax : 01 44 59 46 46

Email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 01 44 97 05 39

Email : ccra.daj@finances.gouv.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG FCS

L'article 19 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS